

Forum des entrepreneurs maghrébins

Jusqu'à 3% de PIB à gagner grâce à une meilleure intégration économique

Développer le «Made in Maghreb» et disposer d'un tissu industriel solide dans la région tout en adoptant des mécanismes facilitant les échanges et les investissements. C'est ce à quoi doivent s'atteler les pays de l'UMA qui disposent d'un potentiel humain considérable, mais mal exploité en termes d'opportunités économiques et d'affaires.

Cest un secret de polichinelle. La région du Maghreb est la moins intégrée du monde. Un constat alarmant que les participants au 3e Forum des entrepreneurs maghrébins, qui clôture ses travaux aujourd'hui à Marrakech, ont relayé non sans indignation. Lors de la cérémonie d'ouverture hier, Abdelilah Benkirane, chef du gouvernement, a tenu un discours sans concession. «Je suis convaincu que nous allons dépasser les blocages politiques. Vous, chefs d'entreprises et hommes d'affaires, avez un rôle énorme à jouer. Nous comptons sur vous pour nous montrer que le Maghreb uni est un projet réalisable», a-t-il déclaré aux 700 participants.

«Aujourd'hui, l'heure est à l'urgence. Nous restons bloqués dans des positions et discours politiques complètement déphasés avec les défis actuels. C'est malheureux!» s'indigne Benkirane, acclamé par l'audience. Pour illustrer le retard pris par les pays du Maghreb, Miriem Bensalah-Chaqroun, présidente de la CGEM, a présenté un benchmark édifiant. «Le commerce inter-maghrébin représente à peine 3% des échanges extérieurs des pays

du Maghreb. Ce taux avoisine les 60% en Union européenne, 25% pour la zone Asean (Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, et Thaïlande), 15% pour le Mercosur et 9% pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). De même, nous pouvons gagner jusqu'à 3% du PIB par an en optant pour une meilleure intégration économique», relève la présidente de la Confédération patronale.

Dans le même registre, Simon Gray, directeur Maghreb de la Banque mondiale a estimé que le manque à gagner d'une non-intégration maghrébine coûte entre 3 et 9 milliards de dollars. «C'est un énorme manque à gagner pour les économies de ces régions.

Il faut mettre en œuvre les accords de libre-échange déjà signés et réussir à établir un marché unique de biens et services. L'objectif est de développer le «Made in Maghreb» et disposer d'un tissu industriel solide dans la région. Cela sera bénéfique pour les entreprises, les consommateurs, les demandeurs d'emplois et bien sur

Un protocole d'accord a été signé entre la CGEM et l'Union des banques maghrébines (UBM).



Selon Miriem Bensalah-Chaqroun, présidente de la CGEM, l'Initiative maghrébine pour le commerce et l'investissement (IMCI) qui sera dévoilée, aujourd'hui, est un plan d'action à court, moyen et long termes.

Ph. Saouli

les politiques», souligne Gray. En effet, pour un marché de plus de 90 millions de consommateurs, «l'intégration demeure l'une des solutions les plus efficaces pour répondre aux besoins d'une population de plus en plus jeune, mais surtout pour absorber le nombre croissant des chômeurs dans la région», a rappelé, en enregistrement vidéo, Christine Lagarde. Pour la directrice générale du FMI, qui n'a pas pu se déplacer à Marrakech, la région du Maghreb dispose d'un potentiel humain considérable, «mais mal exploité en termes d'opportunités économiques et d'affaires». La solution pour la DG du FMI n'est pas miraculeuse. Elle tient en un seul mot : la volonté. «Vous devez vous armer d'une ferme volonté de vous ouvrir et adopter des mécanismes facilitant les échanges et les inves-

tissements. Fini la bureaucratie, les obstacles douaniers et réglementaires. Le monde change et c'est aujourd'hui ou jamais. Vous devez fournir beaucoup plus d'efforts!» avertit Lagarde. Ainsi, pour poser les jalons de l'opérationnalisation de cette intégration maghrébine, tant attendue, une feuille de route sera dévoilée aujourd'hui. «L'initiative maghrébine pour le commerce et l'investissement (IMCI) est un plan d'action à court, moyen et long termes. L'objectif est de définir les maux empêchant cette intégration, déceler les leviers sur lesquels on peut travailler et proposer des recommandations aux pouvoirs publics.

Il s'agira également de proposer une réorganisation des associations patronales en intégrant une dimension davantage régionale», annonce la présidente de la

Confédération patronale marocaine. Cette dernière a signé un protocole d'accord avec l'Union des banques maghrébines (UBM). Objectif : accompagner les projets d'investissements des entreprises maghrébines dans la région et partager les informations sur les réglementations bancaires. ■

DNES à Marrakech-
Mohamed Amine Hafidi